

Avec Emmanuel Macron, parler pour ne rien dire est devenu un art. Au vu de la baisse des cas de coronavirus, il était normal d'assouplir les règles du déconfinement. C'est ce qu'a fait le président de la République, annonçant que tout le pays métropolitain était désormais en zone verte (excepté Mayotte et la Réunion). Dès le 1^{er} juillet, les voyages hors Europe seront à nouveau possibles. Le 22 juin, tous les enfants devront retrouver le chemin de l'école...pour 15 jours avant les grandes vacances. Les visites dans les EHPAD et autres structures d'accueil de personnes âgées sont aussi autorisées. Même si le virus n'a pas disparu, la vie peut reprendre si l'on respecte les gestes barrières et les distances sociales... Cela manifestement ne s'applique pas aux manifestants du gang Traoré qui eux, peuvent se réunir sans respecter toutes ses règles et ce, selon Castaner, ministre de l'Intérieur, sans risque, eux, de se faire arrêter, de se prendre une balle de Flash-Ball ou autre gaz lacrymogène comme pour les gilets jaunes...

Après avoir remercié tout le monde comme à son habitude et avoir encore une fois plébiscité l'action du gouvernement, des soignants et de tous ceux mobilisés durant la crise sanitaire, il a parlé « de failles dans la dépendance (qu'il a tant voulu avant) vis-à-vis de pays étrangers (la Chine notamment), mais aussi des lourdeurs administratives dans la prise de décisions (c'est le moins que l'on puisse dire) ». Et d'ajouter : « Il faudra corriger tout ça vite et fort ». On attendra des actes pour juger que le président le plus mondialiste du monde devienne un vertueux défenseur de l'indépendance nationale et des relocalisations...

Pour sauver l'économie, c'est plus de 500 milliards d'euros qui ont été injectés « pour éviter les licenciements (pas chez Renault manifestement...) ». À l'avenir, il a lâché quelques pistes : révolution verte, rénovation thermique des bâtiments, transports propres... Et puis, l'aspect attendu sur les forces de l'ordre, gendarmes et policiers « garants de l'ordre républicain ». Même s'il ajoute que « nous serons intraitables sur le racisme, l'antisémitisme, mais en refusant tout communautarisme qui mène au séparatisme, inacceptable ». Cela désavoue le ministre de l'Intérieur, Castaner, et son homologue de la Justice, Belloubet. Ils seront tous là encore, pas de remaniement ministériel annoncé. Le président s'adressera à nouveau aux Français en juillet. Est-ce que ce sera le moment ? En attendant, les élus locaux, les hôpitaux, les universités, devraient bénéficier d'une plus grande autonomie, une revendication portée par de nombreux maires dont celui de Nice. Quant à parler pour ne rien dire, on retiendra sa phrase de conclusion : « Conquérir notre énergie du jour qui vient » ...

Pascal Gaymard

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)